

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 FÉVRIER 1926.

PROPOSITION DE LOI

tendant à l'insertion dans les cahiers des charges des entreprises de l'État
d'une clause relative à l'octroi des allocations familiales.

DEVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La proposition de loi sur cet objet, dont la Chambre avait été saisie dans sa séance du 31 janvier 1924, et qui avait été rapportée favorablement le 21 mai 1924 au nom de la Section centrale par M. Rubbens, est devenue caduque par suite de la dissolution des Chambres.

Nous croyons qu'il convient de soumettre cette réforme à la nouvelle législature, et nous le faisons avec une confiance accrue par la déclaration ministérielle du 23 juin 1925, qui a proclamé que le problème des allocations familiales devrait être examiné à bref délai.

Les considérations d'ordre moral, social et économique qui justifient, à notre avis, l'inscription de la clause de l'allocation familiale dans les cahiers des charges des entreprises de l'État ont été développées lors du dépôt de notre première proposition.

Il est d'intérêt général de faciliter aux parents le moyen de nourrir et d'élever leurs enfants. Les familles nombreuses qui se raréfient de plus en plus, souffrent de l'insuffisance de leurs ressources par comparaison avec les ménages de peu d'enfants (1). Il devient urgent de leur assurer des ressources proportionnées à leurs charges.

Les pouvoirs publics peuvent y intervenir utilement. Cette intervention se justifie d'autant plus que les difficultés de l'existence matérielle rendent les charges plus lourdes et plus pénibles. En Belgique, le nouveau régime fiscal et le nouveau régime militaire ont déjà consacré cette vérité. D'autre part, les indemnités familiales que l'État, les provinces et les communes accordent à leurs fonctionnaires, employés et ouvriers, en tenant compte du nombre des enfants de chacun d'eux, s'inspirent de la même préoccupation : il est sage de corriger les conséquences pénibles que crée dans le personnel d'une même entreprise l'inégalité des charges économiques et de chercher à établir, par l'octroi d'allocations familiales proportionnées aux charges respectives de chacun, un certain équilibre entre les besoins et les ressources en ajoutant au salaire individuel, un appoint qui facilite la vie du foyer.

De nombreux industriels, dont l'initiative ne peut qu'être louée, l'ont spontanément compris. Sans que rien ne les y obligeât, sinon une haute conception des devoirs sociaux du patronat, ils accordent aux chefs de familles faisant partie

(1) Cf. V. FALLON. *Les Associations familiales en Belgique et en France*. (Éditions de la Société d'Études morales, sociales et juridiques. Bruxelles, 1926.)

de leur personnel des « allocations » mensuelles qui, partant par exemple du chiffre de fr. 7.50 pour un enfant unique, sont majorées suivant un taux progressif pour chacun des enfants suivants. Dans l'esprit de ces industriels, cette allocation familiale ne peut pas être considérée comme une fraction du salaire ou comme un salaire.

Développant les raisons qui justifient cette distinction, un sociologue distingué, M. L. Banneux fait les remarques que voici :

« Tout d'abord, il s'avère que le droit à l'allocation repose, non sur la tête du salarié, mais sur la tête du bénéficiaire : la famille, ce qui le rend incessible et insaisissable. Signalons aussi le mode de paiement de l'allocation : alors que le salaire est ordinairement journalier, elle est presque toujours mensuelle ; elle est versée en outre en dehors du service de la paye, souvent par un organisme étranger à la personne de l'employeur, et généralement entre les mains de la mère de famille. Enfin, il n'y a aucune corrélation entre son taux et la valeur économique des prestations fournies par l'ouvrier : l'allocation est indépendante de la quantité comme de la qualité du travail. Ce qui y donne droit, ce qui en est la cause juridique et en détermine la quotité, ce sont les charges de famille. Au reste, si l'allocation faisait partie intégrante du salaire, pourquoi l'ouvrier ne la toucherait-il pas durant toute sa vie, alors qu'elle n'est maintenue que pendant la période de croissance des enfants, et pourquoi le patron pourrait-il l'augmenter, sans augmenter parallèlement le taux des salaires et réciproquement ? De plus, si l'allocation est une fraction du salaire, pour quel motif ne peut-on l'obtenir qu'après un stage préalable dans l'entreprise et pour quel motif fixer, ainsi que font presque toutes les caisses de compensation, un traitement maximum au delà duquel elle n'est pas accordée ? Et ne faut-il pas voir, dans la discussion qu'a parfois soulevée l'opportunité de son extension aux ouvriers étrangers, la confirmation de l'idée que, l'allocation étant un moyen de protection sociale, le bénéfice paraît, de prime d'abord, pouvoir en être réservé à la main-d'œuvre nationale » ?

Appliqué dans un nombre toujours croissant d'entreprises, le système des allocations familiales s'est bientôt heurté à un danger qu'il était aisé de prévoir : Quelques-uns des établissements industriels, ralliés à ce système, n'allaient-ils pas céder à la tentation, afin de réduire le supplément de frais généraux qu'ils assumaient de ce chef, d'écarter de leur personnel les chefs de famille au profit d'ouvriers célibataires ou mariés sans enfants ?

Pour parer à ce danger, il fallait chercher à égaliser les charges. Ainsi naquit, parmi les métallurgistes de Grenoble, l'idée ingénieuse de « la Caisse de compensation ».

Cette « Caisse de compensation », gérée par le syndicat des patrons constructeurs mécaniciens, avec obligation pour tous les membres de ce syndicat d'en faire partie, prend à sa charge la totalité des allocations familiales, — le tarif de l'allocation étant le même pour tous les établissements adhérents, — et en effectue les paiements. Elle est alimentée par les contributions respectives des industriels, membres du syndicat, calculées au prorata du nombre total de leurs ouvriers, ou du montant total des salaires de ceux-ci, c'est-à-dire sans distinction entre les ouvriers chargés de famille et les célibataires ou mariés sans enfant.

Chaque entreprise fait tous les mois l'avance des versements aux travailleurs intéressés ; les bordereaux de paiement sont ensuite envoyés à la caisse qui établit le compte de chaque adhérent et, selon les cas, rembourse les sommes payées en trop ou réclame, au contraire, un supplément. Le taux de la contribution patronale est fixé par les soins d'une commission.

Dès 1920, les allocations furent rendues progressives, avec légère diminution à la base et augmentation très sensible à partir du troisième enfant. Il fut aussi décidé d'élever à 14 ans la limite d'âge des enfants bénéficiaires, et d'attribuer une prime fixe pour chaque naissance.

Il est à remarquer :

1° Que la caisse de Grenoble n'exige pas des ouvriers, pour leur permettre de prétendre à l'allocation, un temps de présence minimum dans les usines, et que les étrangers en bénéficient comme les nationaux, à condition que les enfants résident avec le chef de famille;

2° Qu'en cas d'accident de travail, si l'incapacité qui en résulte pour l'ouvrier est temporaire, l'allocation est maintenue intégralement et la charge en est partagée par l'industriel et par l'assurance; en cas d'incapacité permanente, elle est supprimée;

3° Que si l'ouvrier tombe malade, l'allocation est versée en totalité pendant les deux premiers mois, réduite de 50 p. c. pendant les deux mois suivants, supprimée au-delà de ce délai. Enfin, en cas de décès de l'attributaire, elle est maintenue durant trois mois au profit des bénéficiaires.

Ce mouvement inauguré dans l'Isère prit en France une extension très rapide. Les caisses de compensation se multiplièrent au cours des années 1919, 1920, 1921 et 1922. Leur nombre s'élevait, en juin 1925, à 176 caisses, distribuant annuellement 160 millions et intéressant un personnel de 1,210,000 ouvriers, et il est sans cesse en voie d'accroissement. A ce chiffre éloquent, s'ajoute un nombre à peu près égal d'attributaires ressortissant aux établissements particuliers qui, dans diverses régions, distribuent des allocations à titre individuel. Préoccupées d'étendre encore leur action sociale, certaines caisses de compensation s'intéressèrent à l'amélioration du sort des familles et organisèrent un service d'hygiène de l'enfance. En même temps, les caisses de compensation françaises comprirent le besoin de se grouper au sein d'une organisation centrale : « le Comité Central des Allocations familiales », destinée à favoriser leur liaison et leur propagande.

. . .

La Belgique ne devait pas tarder à connaître un mouvement de ce genre que « le Comité central industriel » s'employa d'ailleurs à accréditer et que la « Ligue des Familles nombreuses » ne cesse d'encourager.

Plusieurs raisons permettent d'espérer le développement graduel du régime des allocations familiales et, par voie de conséquence, le progrès des caisses de compensation.

Si l'allocation familiale répond à un noble sentiment de solidarité et de rapprochement entre employeurs et employés, il convient d'ajouter qu'en règle générale le père de famille travaille plus et mieux qu'un autre. Il est moins nomade que le célibataire et plus attaché à l'entreprise. Enfin, il prépare à l'industrie nationale, dans la personne de ses enfants, la main-d'œuvre de demain. De telles considérations sont plus appréciables que jamais en ce moment où sévit l'exode de notre main-d'œuvre et où les ouvriers qualifiés font trop souvent défaut à notre production dont le perfectionnement technique intéresse tout notre avenir.

Voici, d'après le « Comité d'Études des Allocations Familiales », un aperçu des résultats généraux que l'on peut acter dès aujourd'hui en Belgique :

*Caisse de Compensation pour Allocations Familiales et Assurances Sociales
de l'arrondissement de Verviers.*

Taux des allocations mensuelles : une charge, 14 francs; deux charges, 38 francs; trois charges, 72 francs; par charge supplémentaire au-dessus de trois, 43 francs.

Primes de naissance : première naissance, 200 francs; les naissances suivantes, 150 francs.

Dispositions réglementaires diverses :

a) La limite d'âge est reportée à 16 ans pour les bénéficiaires fréquentant le jour un établissement d'instruction.

b) Les attributaires dont le conjoint travaille dans une usine non affiliée ou exerce un métier en chambre ou une profession ou négoce, ne touchent qu'une demi-allocation par charge.

c) Le versement des allocations est continué d'office pendant un chômage involontaire n'excédant pas trois mois; il est prolongé au delà après enquête satisfaisante.

d) Le service militaire est considéré comme chômage involontaire.

e) Une infirmière visiteuse est attachée à l'institution; étant accoucheuse diplômée, elle donne ses soins avant et après l'accouchement.

Nombre de firmes affiliées : 38

Personnel total des firmes affiliées : 2,200.

Masse mensuelle approximative des prestations versées à titre d'allocations et de primes de naissance : 16,400 francs.

Total des sommes payées aux bénéficiaires depuis la fondation (1-3-1921) jusqu'à fin août 1925 : 566,500 francs.

*Caisse Nationale d'Allocations Familiales et d'Assurances Sociales
du Bâtiment et des Travaux Publics.*

Taux des allocations mensuelles : premier enfant, 10 francs; deuxième enfant, 12 francs; troisième enfant, 14 francs; quatrième enfant, 16 francs; pour chaque enfant au delà du quatrième, 16 francs.

Prime de naissance : uniforme de 100 francs par naissance.

Dispositions réglementaires diverses :

a) Maintien des allocations aux enfants infirmes de plus de 14 ans.

b) Maintien des allocations jusque 16 ans aux bénéficiaires qui suivent des cours d'école professionnelle ou font un apprentissage.

c) Maintien des allocations au cas où l'allocataire est au service militaire. Maintien des allocations pendant trois mois en cas de maladie ou d'accident survenu à l'allocataire.

Nombre de firmes affiliées 186.

Personnel total des firmes affiliées : 12,500.

Masse mensuelle approximative des prestations versées à titre d'allocations mensuelles et primes de naissance : 80,000 francs.

Total des sommes payées aux bénéficiaires depuis le début du fonctionnement (1-10-1922) jusqu'au 30 juin 1925 : 2,225,000 francs.

*Caisse des Allocations Familiales
de la Fédération des Fonderies de zinc, plomb, argent, cuivre et nickel.*

Taux des allocations mensuelles : région d'Anvers, 15 francs à partir du

deuxième enfant ; région de la Campine, 15 francs au premier enfant, 25 francs aux suivants ; région de Liège, 15 francs au premier et deuxième enfant, 30 francs au troisième enfant, 40 francs au quatrième et aux suivants.

Primes de naissance : 150 francs pour le premier enfant, 200 francs pour le deuxième enfant, 250 francs pour le troisième et les suivants.

Nombre de firmes affiliées : 13.

Personnel total des usines affiliées : 14,314.

Masse mensuelle approximative des prestations versées à titre d'allocations et de prime de naissance : 260,000 francs.

Total des sommes payées aux bénéficiaires depuis le début du fonctionnement (1-10-1922) jusqu'au 31 juillet 1925 : 6,199,000 francs.

Caisse de Compensation des Allocations Familiales du Tournaisis.

Taux des allocations journalières : premier enfant, fr. 0.50 ; deuxième enfant, fr. 0.50 ; troisième enfant, fr. 0.75 ; quatrième et suivants, 1 franc.

Nombre de firmes affiliées : 36.

Nombre total d'ouvriers et d'ouvrières : 9,300.

Masse mensuelle approximative des prestations versées à titre d'allocations : 70,000 francs.

Total des sommes payées aux bénéficiaires depuis le début du fonctionnement (1-9-1922) jusqu'au 30 juin 1925 : 1,646,000 francs.

La Caisse a organisé actuellement un service d'hygiène.

Caisse de Compensation pour Allocations Familiales de la Chambre de Commerce de Renaix.

Taux des allocations familiales journalières : troisième enfant, fr. 0.50 ; quatrième enfant, fr. 0.50 ; 1 franc pour chacun des suivants.

Primes de naissance : 100 francs.

Nombre de firmes affiliées : 22.

Personnel total des firmes affiliées : 2,600.

Masse mensuelle approximative des prestations versées à titre d'allocations et de primes de naissance : 6,500 francs.

Total des sommes payées aux bénéficiaires depuis le début du fonctionnement (1-11-1922) jusqu'au 30 juin 1925 : 184,400 francs.

Caisse de Compensation pour Allocations Familiales de la région Liégeoise.

Taux des Allocations mensuelles : premier enfant, 10 francs ; deuxième enfant, 20 francs ; troisième enfant, 30 francs ; quatrième enfant et chacun des suivants, 40 francs.

Primes de naissance : première naissance, 250 francs ; naissances ultérieures, 150 francs.

Nombre de firmes affiliées : 161.

Personnel total des firmes affiliées : 58,000.

Masse mensuelle approximative des prestations versées à titre d'allocations et de primes de naissance : 330,000 francs.

Total des sommes payées aux bénéficiaires depuis le début (1-12-1922) jusqu'au 30 juin 1925 : 9,100,000 francs.

Un service d'hygiène très développé fonctionne au sein de la Caisse.

Caisse de Compensation pour Allocations Familiales du Brabant.

Taux des allocations mensuelles : premier enfant, 10 francs ; deuxième enfant, 20 francs ; troisième enfant, 30 francs ; quatrième enfant et chacun des suivants, 30 francs.

Primes de naissance : première naissance, 250 francs ; naissances ultérieures, 150 francs.

Nombre de firmes affiliées : 99.

Personnel total des firmes affiliées : 28,300.

Masse mensuelle approximative des prestations versées à titre d'allocations et de primes de naissance : 178,000 francs.

Total des sommes payées aux bénéficiaires depuis le début (1-3-1923) jusqu'au 30 juin 1925 : 2,270,500 francs.

La Caisse possède un service d'hygiène très développé.

*Caisse de Compensation pour Allocations Familiales
de la région de Charleroi et de la Basse-Sambre.*

Taux des Allocations mensuelles : premier enfant, 10 francs ; deuxième enfant, 20 francs, troisième enfant, 30 francs ; quatrième enfant, 40 francs ; cinquième enfant et chacun des suivants, 40 francs.

Prime de naissance : première naissance, 250 francs ; naissances ultérieures, 150 francs.

Nombre de firmes affiliées : 41.

Personnel total des firmes affiliées : 8,550.

Masse mensuelle approximative des prestations versées à titre d'allocations et de primes de naissance : 44,700 francs.

Total des sommes payées aux bénéficiaires depuis le début (1-2-1923) jusqu'au 30 juin 1925 : 1,151,000 francs.

Association Anversoise pour la distribution d'Allocations Familiales.

Taux des Allocations mensuelles : chiffre variable, fixé actuellement par enfant à 19,50 francs.

Nombre de firmes affiliées : 27.

Personnel total des firmes affiliées : 9,419.

Masse mensuelle approximative des prestations versées à titre d'allocations et de primes de naissance : 58,000 francs.

Total des sommes réparties aux bénéficiaires depuis le début (1-4-1923) jusqu'au 31 juillet 1925 : 1,450,000 francs.

La Caisse a organisé un service d'hygiène.

*Caisse de Compensation des Allocations Familiales
des Carrières de la région de Soignies et Maffles.*

Taux des Allocations journalières : 0,25 franc pour 1 enfant à charge ; 1,50 franc pour 2 enfants ; 3 francs pour 3 enfants ; 4,50 francs pour 4 enfants ; 6 francs pour 5 enfants ; ensuite 1,50 franc en plus par enfant au delà du cinquième.

a) En cas d'accident survenu à l'attributaire, l'allocation est maintenue pour la période pendant laquelle il a droit à l'indemnité temporaire ; .

b) En cas de maladie, l'allocation est maintenue pendant le mois en cours et le mois suivant ;

c) En cas de décès de l'attributaire, l'allocation est maintenue aux bénéficiaires pendant une période de trois mois.

Nombre de firmes affiliées : 12.

Personnel total des firmes affiliées : 2,500.

Masse mensuelle approximative des prestations versées à titre d'allocations : 20,000 francs.

Total des sommes distribuées aux bénéficiaires depuis le début de janvier jusqu'au 30 septembre 1925 : 410,000 francs.

Caisse provinciale de Compensation pour Allocations Familiales d'Anvers.

Taux des allocations mensuelles : Premier enfant, 10 francs ; deuxième enfant, 20 francs ; troisième enfant, 30 francs ; quatrième enfant et chacun des suivants, 40 francs.

Primes de naissance : Première naissance, 250 francs ; naissances ultérieures, 150 francs.

Nombre de firmes affiliées : 5.

Personnel total des firmes affiliées : 3,740.

Masse mensuelle approximative des prestations versées à titre d'allocations et de primes de naissance : 34,700 francs.

Total des sommes distribuées aux bénéficiaires jusqu'au 30 septembre 1925 : 660,000 francs.

Caisse de compensation pour allocations familiales de la Fédération nationale de l'Industrie textile.

Taux des allocations mensuelles : pour un enfant, 30 francs ; pour deux enfants, 75 francs ; pour trois enfants, 135 francs ; pour quatre enfants, 200 fr., et ainsi de suite avec 75 francs d'augmentation pour chaque enfant supplémentaire.

Primes de naissance : 200 francs par enfant.

Nombre de firmes affiliées : 145.

Personnel total des firmes affiliées : 15,500.

Masse mensuelle approximative des prestations versées à titre d'allocations et de primes de naissance : 529,500.

Total des sommes distribuées aux bénéficiaires depuis le 1^{er} janvier 1925 jusqu'au 1^{er} octobre 1925 : 1,588,500 francs.

..

Au total, le personnel des firmes affiliées aux Caisses de Compensation se monte à 166,900.

Le nombre d'établissements et de firmes qui ont adhéré à ces Caisses est actuellement de 785.

Les sommes distribuées à ce jour aux bénéficiaires des diverses Caisses de Compensation forment un total approximatif de 28 millions de francs.

Faut-il rendre les allocations familiales obligatoires? Quelques-uns l'ont pensé. C'est de cette idée que procédait la proposition de loi déposée à la Chambre française, en février 1920, par M. Bokanowski, député de la Seine, et qui tendait à transformer l'obligation morale, spontanément reconnue par une grande partie du patronat, en une obligation juridique.

Cette proposition comportait :

1° Obligation pour toute personne qui emploie, pendant au moins cent-cinquante jours par an et cinq heures par jour ouvrable, une ou plusieurs personnes à un travail salarié :

- a) De verser des allocations pour charges de famille;
- b) De faire partie d'une caisse de compensation ;

2° Ces allocations comprennent :

- a) Des allocations à la grossesse;
- b) Des primes fixes de naissance : deux tiers au moins du salaire mensuel pour l'aîné et un tiers au moins pour chacun des puînés ;

c) Des primes d'allaitement : minimum 10 p. c. du salaire mensuel pendant dix mois ;

d) Allocations mensuelles pour tous les enfants au dessous de 14 ans et variant entre 5 et 7 1/2 p. c. du salaire mensuel ;

3° Adhésion obligatoire à une caisse de compensation avec versement d'une cotisation s'élevant à un minimum de 5 p. c. du montant total des salaires et appointements versés par chaque employeur.

La proposition Bokanowski souleva de vives protestations dans le monde industriel. On objecta l'aggravation des charges. On fit surtout remarquer que l'obligation généralisée pour tous les employeurs créait un principe dangereux en faisant supporter par une catégorie de citoyens le poids d'une réforme d'assistance sociale, créée au profit d'une autre catégorie. D'autre part, ce système imposait des modalités rigides et uniformes pour l'ensemble du pays, sans tenir compte des contingences locales. Amendée par la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, cette proposition ne fut pas prise en considération par le Parlement français.

Toutefois, le Gouvernement de la République comprit qu'il était possible et qu'il serait utile, sans soulever les mêmes objections, de favoriser activement le développement des allocations familiales.

Une loi du 19 décembre 1922 intervint, ainsi conçue :

« Les cahiers des charges des marchés de travaux publics passés au nom de l'État, des départements, des communes et des établissements publics pourront prévoir l'obligation, pour les soumissionnaires, de servir des allocations familiales au personnel occupé à ces travaux. Un décret pris dans la forme des règlements d'administration publique déterminera les modalités d'application de la présente disposition. »

Quant aux décrets en date des 13 juillet 1923 qui déterminent les modalités de la loi du 19 décembre 1922, ils comportent une double obligation :

- a) Celle de payer des allocations;
- b) Celle d'effectuer ces paiements par l'intervention des caisses de compensation.

Aux termes de ces décrets, le Ministre pourra, mais seulement dans des cas exceptionnels, dispenser par décision motivée les adjudicataires de ces paiements.

L'entrepreneur pourra même, sans l'intervention d'une caisse de compensation, assurer personnellement l'allocation familiale, mais à une double condition :

1° Qu'il emploie au moins 2,000 ouvriers ou employés;

2 Qu'il ait organisé dans son entreprise un service d'allocation remplissant les mêmes conditions que les Caisses de compensation agréées.

En dehors de ces réserves, il y a obligation pour tous les adjudicataires de justifier qu'ils ont adhéré à une caisse de compensation.

« Pourquoi l'État s'adresse-t-il à une caisse de compensation? écrit M. Graveron, président du Syndicat des entrepreneurs de travaux publics de France, qui a fait de ces décrets un commentaire très fouillé.

» Parce que l'État veut que les ouvriers qui travaillent pour lui par l'intermédiaire d'entrepreneurs bénéficient des mêmes avantages que ceux qu'il accorde à ses collaborateurs directs.

» La Caisse de compensation, que le décret définit justement une institution constituée entre les chefs d'entreprise en vue de répartir entre eux la charge résultant du service des allocations, est pour lui l'organisme indispensable lui garantissant que le paiement des allocations n'aura pas pour conséquence le renvoi des pères de famille.

» Mais il lui faut aussi la garantie que les caisses ne seront pas des organismes de profit que le désir du lucre et la malhonnêteté pourraient détourner de leur objet.

» Il faut, en un mot, que l'État prenne des mesures de précaution, ainsi qu'il l'a fait pour les compagnies d'assurances-accidents.

» Comme en dernier ressort, c'est lui qui supportera les nouvelles charges, il a donc le droit d'exiger, de ceux qui géreront les caisses, l'observation des conditions qui lui paraîtront nécessaires pour la défense des intérêts ouvriers.

» Les nombreuses caisses qui se sont constituées successivement ont toutes réussi, précisément, comme on l'a fait remarquer, en raison de leur souplesse qui leur permettait de s'adapter à tous les besoins des industriels.

» Il serait extraordinaire que l'État n'eut pas le droit de choisir les caisses qui pourront lui donner satisfaction et qui voudront bien s'adapter à ses besoins.

» C'est en s'inspirant de ces idées que le décret exige que les caisses qui verseront les allocations familiales soient agréées. »

Et comment se fera cet agrément?

« Par le Ministre du Travail. Toutefois, pour éviter une centralisation excessive et pour tenir compte surtout du caractère régional et local des salaires, tenant compte également de l'existence des caisses de compensation sur presque tout le territoire, le décret spécifie que cet agrément se fera après consultation d'une commission locale et régionale.

» Ces commissions seront composées naturellement des représentants des administrations intéressées qui seront plus aptes à déterminer les besoins auxquels devront satisfaire les caisses.

» Quelles sont les conditions exigées de celles-ci?

» Il ne paraît point être question, contrairement aux craintes trop souvent exprimées et qui n'ont pas été étrangères au retard apporté à l'élaboration du décret, d'établir un cadre rigide.

» L'Administration semble vouloir se borner à s'entourer de toutes les garanties nécessaires pour le bon fonctionnement des caisses.

» Elle veut s'adresser à des organismes sérieux, ayant un nombre d'adhérents

et de bénéficiaires suffisamment important pour pouvoir subsister ; elle veut s'assurer aussi de la valeur morale des administrateurs des caisses, de l'importance financière de ces dernières. »

* *

La réforme doit-elle être réalisée par une formule qui rende l'affiliation aux caisses de compensation obligatoire pour tous les adjudicataires de l'État ou par une solution qui, pour les travaux publics de l'État, laisse aux adjudicataires l'alternative entre cette affiliation et le paiement à leurs ouvriers d'une allocation familiale directe.

Notre proposition du 31 janvier 1924 s'était inspirée de ce dernier système. Elle reprenait à peu près la formule que la Ville de Liège a introduite dans ses cahiers des charges par une décision du 26 février 1923, en laissant aux adjudicataires l'alternative entre l'affiliation et la non-affiliation aux Caisses de compensation.

Le 1^{er} novembre 1923, la ville d'Anvers a accueilli, à son tour, le principe de l'allocation familiale, mais avec des modalités différentes. Son règlement est conçu comme suit :

« Les cahiers des charges des adjudications de travaux publics de la Ville et des travaux exécutés pour elle, ainsi que ceux subsidiés par elle, devront contenir l'obligation pour les entrepreneurs d'allouer au personnel, tant ouvrier qu'employé, qu'ils occupent aux travaux de la Ville, une indemnité familiale d'au moins :

10 francs par mois pour le 1 ^{er} enfant			
12	id.	2 ^e	id.
14	id.	3 ^e	id.
16	id.	4 ^e	id.

et pour chacun des suivants en dessous de 14 ans (du commencement jusqu'à la fin du travail à exécuter). Ils devront indiquer sur les états de salaire séparément et pour chaque membre de leur personnel, les indemnités familiales qu'ils ont payées.

» L'entrepreneur fournira à l'Administration communale, dès le commencement du travail, une liste du personnel, tant ouvrier qu'employé, qui y participe, mentionnant la composition de la famille de chacun d'eux et la date de naissance de chaque enfant dont l'âge ne dépasse pas 14 ans.

» Il devra également renseigner l'Administration communale sur toute modification qui surviendrait, au cours des travaux, dans la composition de cette liste, et dans celle des familles des intéressés.

» En cas de non-paiement des indemnités familiales par l'entrepreneur, le Collège effectuera les paiements aux ayants droit pour le compte de l'entrepreneur adjudicataire et retiendra les sommes ainsi déboursées sur les sommes dues pour les travaux exécutés ou sur son cautionnement.

» Ces indemnités familiales ne peuvent entrer en ligne de compte pour la formation des minima de salaires fixés par délibération du Conseil du 23 janvier 1923 ».

* *

Depuis le dépôt de notre proposition du 31 janvier 1924, l'expérience s'est poursuivie dans diverses administrations provinciales et communales. La question a fait de nouveaux progrès, tant au point de vue théorique que pratique. La Fédération nationale belge du Bâtiment et des Travaux publics a fait valoir

les inconvénients réels qui résulterait de la clause par laquelle, lorsque l'adjudicataire n'est pas associé à une Caisse de compensation, il est néanmoins tenu, pour toute la durée du travail qui lui a été adjugé, à servir des allocations aux familles de ses ouvriers occupés à ce travail. En effet, l'entrepreneur qui n'est pas associé à une Caisse de compensation fait souvent le calcul égoïste de l'économie qu'il réalise en ne désignant ou en n'embauchant pour le travail dont il a l'adjudication que des ouvriers dépourvus de charges de famille. En majorant de 2 p. c. les offres des soumissionnaires non associés aux Caisses pour la comparaison des prix de soumission, ainsi, que nous avons d'abord songé à le faire, on ne fait donc que rétablir *en partie* seulement l'équilibre entre des soumissionnaires dont les uns ont fait preuve d'un esprit social généreux à la différence des autres.

Appréciant ces considérations, le Conseil Provincial du Brabant, à la suite d'un rapport présenté par M. Ch. Gheude, au nom de la Députation Permanente, et d'un second rapport fait, au nom de la 4^e section par M. Cools, a adopté, le 25 novembre 1924, le texte que voici :

» A. — Pour être déclaré adjudicataire des travaux exécutés pour le compte de la Province ou subsidiés par elle, le soumissionnaire devra fournir la preuve qu'il est affilié à une caisse de compensation d'allocations familiales agréée par la Province et s'engager à ne contracter qu'avec des sous-traitants affiliés à semblable caisse.

» L'agrération comporte essentiellement l'obligation d'assurer, dès les premiers jours d'occupation, par enfant à charge du chef de famille, ouvrier ou employé, occupé aux travaux et ce jusqu'à quatorze ans ou moins et dans des cas déterminés, au delà de cet âge, une indemnité familiale progressive d'au moins 10 francs par mois pour le premier enfant.

» B. — L'affiliation ne sera pas exigée des artisans ou entrepreneurs exerçant leur profession, soit seuls, soit avec le concours de membres de leur famille, habitant sous le même toit.

» C. — La présente résolution sera exécutoire à partir du 1^{er} août 1925. ».

Cette solution tient compte, dans une large mesure, des remarques formulées par M. Uytroever dans la note qu'il a ajoutée au rapport de M. Rubbens.

Nous croyons que c'est dans cette voie qu'il est sage de chercher une solution définitive au problème qui nous occupe.

Le texte que nous proposons à cet effet vise tous les travaux exécutés par l'État. Il ne vise pas *les fournitures*. Ainsi, en ce qui concerne les chemins de fer, la loi s'appliquerait à la construction d'un pont, d'un viaduc, d'une gare mais non à une commande de rails, de locomotives, de wagons, etc.

Toutefois, rien n'empêchera le Parlement d'examiner s'il n'y a pas lieu dès maintenant d'élargir la portée de notre proposition, en l'étendant aux adjudications et fournitures de toute nature, et aussi bien à celles de l'État qu'à celles des provinces, communes et institutions publiques.

Les conditions de l'agrération sont prévues de façon à assurer aux employés et ouvriers toutes garanties contre l'établissement de caisses de compensations qui ne leur assureraient pas les avantages que nous avons en vue.

L'article 7 *in fine* stipule qu'il sera tenu compte à l'ouvrier ou à l'employé de ses enfants naturels reconnus. Rien n'empêchera d'ailleurs, si cette formule n'apparaissait pas complète, de spécifier dans le texte les autres cas qui paraîtraient dignes d'être pris en considération.

Quant aux objections de principe que pourrait encore susciter la réforme proposée, nous sommes convaincus que la sagesse même des chefs d'entreprise ramènera ces objections à leur valeur véritable, qui se réduit à peu de chose au regard des avantages sociaux d'une telle réforme. La meilleure preuve en est que le plus grand nombre d'entre eux est dès aujourd'hui affilié à des caisses de compensation.

Les charges que représentent encore pour le soumissionnaire les allocations familiales auront, dit-on, leur incidence sur le prix de revient.

C'est possible mais nullement certain. A supposer d'ailleurs que ces charges doivent majorer quelque peu le prix des travaux publics, la collectivité, qui en supportera le poids, se rendra indirectement service à elle-même. Et l'inscription de ce nouveau principe dans les contrats et les marchés aura peu à peu, sur l'opinion publique, le même effet exemplatif et heureux qui s'est produit jadis par l'inscription, dans les cahiers des charges, du minimum de salaire, du repos du dimanche et de l'assurance contre les accidents du travail.

Les allocations familiales procèdent d'une pensée trop juste et trop féconde pour que l'État belge ne fasse pas, dans les travaux et entreprises auxquels il fait procéder, un sérieux effort pour en généraliser l'application.

H. CARTON DE WIART.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 Februari 1926.

Wetsvoorstel

tot opneming in de lastkohieren van 's Rijks werken, van eene bepaling betreffende het toekennen van de gezinsvergoeding.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel betreffende dit voorwerp, dat bij de Kamer werd ingediend ter vergadering van 31 Januari 1924, en waarover, namens de Middenafdeeling, den 28^e Mei 1924 een gunstig verslag werd uitgebracht door den heer Rubbens, is wegens de Kamerontbinding vervallen.

Wij meenen, dat deze hervorming opnieuw aan de Wetgevende Macht dient te worden voorgelegd, en wij doen zulks met des te meer betrouwen, daar in de ministerieele verklaring van 23 Juni 1925 ons werd gezegd, dat het vraagstuk der gezinsvergoedingen eerlang zou worden onderzocht.

De beschouwingen van zedelijken, socialen en economischen aard die mijns inziens, de opneming, in de lastkohieren van 's Rijks Werken, van eene bepaling betreffende het toekennen van de gezinsvergoeding billijken, werden reeds uiteengezet bij het indienen van ons eerste voorstel.

Het is van een algemeen belang, het de ouders gemakkelijker te maken hunne kinderen te voeden en op te kweken. De meer en meer zeldzame talrijke gezinnen lijden onder de geringheid van hun inkomsten in vergelijking met de weinig talrijke gezinnen (1). Het wordt hoogdringend hun inkomsten te verzekeren in verhouding tot hunne lasten.

De openbare machten kunnen op nuttige wijze tusschen beide komen, te meer daar de moeilijkheden van het stoffelijk bestaan de gezinslasten steeds zwaarder en pijnlijker maken. In België werd daarmede reeds rekening gehouden in het nieuwe belastingstelsel en in het nieuwe legerstelsel. De gezinsvergoedingen die de Staat, de provinciën en de gemeenten, anderdeels, verleenen aan hunne ambtenaren, bedienden en werklieden, op grond van het getal kinderen dat elk van hen heeft, steunen op hetzelfde beginsel. Men handelt verstandig met de harde gevolgen welke, onder het personeel eener zelfde onderneming, uit de ongelijkheid der economische lasten voortvloeien, te verbeteren, en te trachten, door het verleenen van gezinsvergoedingen geëvenredigd aan elks respectievelijke lasten, een zeker evenwicht te

(1) Cfr. V. FALLON. « Les allocations familiales en Belgique et en France ». (Uitgave van de « Société d'Etudes morales, sociales et juridiques », Brussel 1926).

brengen tusschen de behoeften en de geldmiddelen, met bij het individueel salaris een toeslag te voegen die het huiselijk leven verlicht.

Men kan het groot getal industrieelen, die dit uit eigen beweging reeds deden, slechts prijzen. Zonder dat iets hen daartoe verplichtte, tenzij eene hooge opvatting van de plichten van den werkgever, verleenen zij aan de gezinshoofden tot hun personeel behoorend, maandelijksche vergoedingen. Deze vergoedingen, met als grondslag bij voorbeeld fr. 7,50 voor een eenig kind, worden volgens een stijgend bedrag verhoogd voor elk der volgende kinderen.

In den geest van deze industrieelen, mag deze gezinsvergoeding geenszins beschouwd worden als een deel van het salaris of als een over-loon.

Bij de uiteenzetting van de redenen die dit onderscheid billijken, bracht de heer L. Banneux, een uitnemend socioloog, de volgende opmerkingen in het midden :

« Vooreerst, is het duidelijk dat het recht van vergoeding niet op het hoofd van den loontrekkende berust, maar op het hoofd van den belanghebbende, het gezin, waardoor het onaantastbaar en onvervreemdbaar is. Wijzen wij ook op de wijze van betaling van de vergoeding : zij geschiedt bijna altijd maandelijks, terwijl het loon dagelijks betaald wordt. Zij wordt bovendien niet uitbetaald door den dienst van de betaling, dikwijls door een organisme dat vreemd is aan den persoon van den werkgever, en gewoonlijk in de handen van de huismoeder. Er is verder geen verband tusschen het bedrag dier vergoeding en de economische waarde van wat door den arbeider als werk is geleverd : de vergoeding is niet afhankelijk van de quantiteit noch van de qualiteit van het werk. Alleen de gezinslasten geven er recht op, zijn er de juridische oorzaak van en bepalen er van de hoegrootheid. Ten andere, indien de vergoeding een vast deel was van het loon, waarom zou de werkman ze dan niet geheel zijn leven trekken, terwijl ze nu maar wordt verleend gedurende het tijdperk dat de kinderen opgroeien, en waarom zou de werkgever ze kunnen verhoogen zonder tegelijkertijd het bedrag der loonen te verhoogen, of omgekeerd? Zoo, daarenboven, de gezinsvergoeding een deel van het salaris is, waarom kan men ze dan niet bekomen dan na een zekeren tijd te hebben gearbeid in de onderneming, en waarom een maximum-loon bepalen boven hetwelk zij niet meer wordt verleend, zooals meest al de compensatiekassen doen? En moet men, in de betwisting die soms oprees of het gepast was ze uit te breiden tot de vreemde werklieden, niet de bevestiging zien van de meening, dat het voordeel van de vergoeding, die een middel van sociale bescherming is, vooreerst schijnt te moeten baten aan de arbeiders van ons land? ».

Toegepast in een immer stijgend aantal ondernemingen, is het stelsel der gezinsvergoedingen gestuit tegen een gevaar dat gemakkelijk te voorzien was : zouden sommige nijverheidsinrichtingen, die zich bij dit stelsel hadden aangesloten, aan de bekoring kunnen weerstaan, namelijk : uit hun personeel de huisvaders weren ten voordeele van ongehuwde of gehuwde maar kinderlooze arbeiders, om de hoogere algemeene kosten te verminderen die ze aldus op zich namen?

Om dit gevaar te vermijden, moest men trachten de lasten gelijk te verdeelen. En zoo is bij de metaalbewerders van Grenoble de vernuftige gedachte opgerezen van de « Compensatiekas ».

Deze « Compensatiekas », beheerd door het syndicaat der werkgevers (constructeurs, mechaniekbewerders) met de verplichting voor al de leden van dit syndicaat er deel van uit te maken, neemt al de gezinsvergoedingen op zich, —

(het tarief van de vergoeding hetzelfde zijnde voor al de aangesloten inrichtingen) — en doet de uitbetalingen. De kas wordt gespijsd door de respectieve bijdragen van de industrieelen, leden van het syndicaat, berekend op grond van het gezamenlijk getal hunner arbeiders of van het algemeen beloop van deze dagloonen, dit wil zeggen zonder onderscheid tussehen de werklieden met een gezin en de ongehuwden of gehuwden zonder kinderen.

Elke onderneming verstrekt maandelijks het voorschot der stortingen aan de betrokken arbeiders; de lijsten der betaalde sommen worden daarna aan de kas gestuurd, die de rekening opmaakt van elk aangesloten lid, en die, desgevallend, de te veel betaalde sommen terug uitkeert of, desnoods, de ontbrekende som opeischt. Het bedrag der patroonsbijdrage wordt door eene Commissie vastgesteld.

Vanaf 1920, stegen geleidelijks te gemoetkomingen met eene lichte vermindering bij de eerste uitkeering en eene merkelijke verhooging te rekenen van het derde kind. Insgelijks werd beslist de leeftijdsgrens der rechthebbende kinderen op 14 jaar te stellen en eene vaste premie toe te kennen voor iedere geboorte.

Men dient op te merken :

1° Dat de Kas van Grenoble geen minimum aanwezigheidstijd in de fabriek eischt van de werklieden om hun het recht op tegemoetkoming te verleenen, en dat de vreemdelingen dezelfde rechten genieten als de landgenooten, mits de kinderen met het gezinshoofd samenwonen;

2° Dat, indien, bij werkongeval, de daaruit voortkomende werkonbekwaamheid slechts tijdelijk is, de uitkeering onverminderd wordt behouden en het bezwaar daarvan door den industrieel en door de verzekering wordt gedragen; ingeval van bestendige werkonbekwaamheid valt de tegemoetkoming weg;

3° Dat, bij ziekte, de onderstand geheel wordt uitgekeerd tijdens de eerste twee maanden, op 50 t. h. wordt verminderd gedurende de twee volgende maanden; en daarna wegvalt. Komt het aangesloten lid te overlijden, dan wordt de onderstand gedurende drie maanden aan de rechthebbenden uitgekeerd.

Deze beweging, in de Isère ontstaan, nam in Frankrijk spoedig uitbreiding. Tijdens de jaren 1919, 1920, 1921 en 1922 rezen de compensatiekassen op in grooten getale. Hun aantal steeg, in Juni 1925, tot 176, met eene jaarlijkse uitkeering van 160 millioen en 1.210,000 leden; en nog immer groeit dit getal aan. Dit zijn sprekende cijfers, waaraan men een ongeveer even groot getal leden moet toevoegen die aangesloten zijn bij particuliere instellingen welke, over onderscheidene streken onderstand verstrekken ten persoonlijken titel. Ten einde hunne sociale werking nog verder uit te breiden, trokken sommige kassen zich het lot der gezinnen aan en hebben te hunnen behoefte een gezondheidsdienst ingericht. Terzelfder tijd hebben de Fransche compensatiekassen ingezien dat zij behoefte hadden aan eene centrale inrichting: « Het Middencomiteit voor gezinsvergoedingen », ten einde hun onderling verband en de propaganda er van te bevorderen.

* * *

België zou spoedig eene dergelijke inrichting bezitten, welke trouwens het « Industrieel middencomiteit » zich beijverde ingang te doen vinden, en welke de « Bond der groote gezinnen » bij voortduur aanmoedigde.

Gewichtige redenen laten toe, de geleidelijke uitbreiding van het stelsel der gezinsvergoedingen te verhoppen, en dienvolgens de uitbreiding der Compensatiekassen. Bijaldien de gezinsvergoeding de uiting is van een edel solidariteits-

en toenaderingsgevoelen tusschen werknemers en werkgevers, dan dient hier te worden aan toegevoegd, dat de huisvader meer en beter werkt dan een ander. Hij is standvastiger dan de ongehuwde en meer aan de onderneming gehecht. Bovendien, waarborgt hij door zijne kinderen den handenarbeid voor de toekomst. Het belang van dergelijke beschouwingen staat hooger dan ooit, thans dat onze handenarbeiders uitwijken en het gebrek aan ambachtslieden zich vaak zoo sterk doet gevoelen in onze voortbrenging die intensieve technische verbeteringen eischt voor hare toekomst.

Ziehier, volgens de Studiecommissie voor de Gezinsvergoedingen, een overzicht van de algemeene uitslagen die men tot hiertoe in België heeft bekomen :

*Compensatiekas voor Gezinsvergoedingen en Sociale Verzekeringen
van het Arrondissement Verviers.*

Bedrag der maandelijksche vergoedingen : 1 last, 14 frank; 2 lasten, 38 frank; 3 lasten, 72 frank; per bijkomende last boven drie : 43 frank.

Geboortepremiën : Eerste geboorte 200 frank; de volgende geboorten 150 frank.

Verschillende reglementsbepalingen :

a) de leeftijdsgrens wordt gebracht op 16 jaar voor de rechthebbenden die overdag eene onderwijsinstelling bezoeken ;

b) de vergoedingtrekkenden, waarvan de echtgenoot in eene niet aangesloten fabriek werkt of een huisambt, een ambt of een handel uitoefent, trekken slechts een halve vergoeding per last ;

c) de uitkeering der vergoedingen wordt van ambtswege voortgezet bij onvrijwillige werkloosheid van niet meer dan drie maand; na een voldoeningsschenkend onderzoek wordt zij nog langer betaald ;

d) de soldatendienst wordt beschouwd als onvrijwillige werkloosheid ;

e) eene verpleegster-bezoekster is verbonden aan de instelling; bezit zij het diploma van vroedvrouw, dan schenkt zij ook hare zorgen vóór en na de bevalling.

Getal aangesloten firma's : 38.

Personeel van de aangesloten firma's : 2,200.

Maandelijksch benaderend bedrag van de sommen gestort als geboortevergoedingen en -premiën : 16,400 frank.

Bedrag van de sommen aan de rechthebbenden betaald vanaf de stichting (1 Maart 1921) tot einde Augustus 1925 : 566,500 frank.

*Nationale Kas voor Gezinsvergoedingen en Sociale Verzekeringen
in het Bouwbedrijf en in de Openbare Werken.*

Bedrag van de maandelijksche vergoedingen : eerste kind, 10 frank; tweede kind, 12 frank; derde kind, 14 frank; vierde kind, 16 frank; voor elk kind boven vier, 16 frank.

Geboortepremie : eenderlijk 100 frank per geboorte.

Verschillende reglementsbepalingen :

a) Behoud van de vergoedingen aan de gebrekkige kinderen van meer dan 14 jaar oud ;

b) Behoud van de vergoedingen, tot 16 jaar, aan de rechthebbenden die de lessen volgen in eene beroepsschool of die in de leer zijn ;

c) Behoud van de vergoedingen wanneer de vergoedingentrekkende zijn militairen dienst doet; behoud van de vergoedingen, gedurende drie maanden, in geval van ziekte of ongeval aan den vergoedingtrekkende overkomen.

Getal aangesloten firma's : 186.

Personeel van de aangesloten firma's : 12,500.

Maandelijksch benaderd bedrag van de sommen gestort als geboortevergoedingen en premiiën : 80,000 frank.

Bedrag van de sommen aan de rechthebbenden betaald sedert het begin van de inwerkingtreding (1 October 1922) tot 30 Juni 1925 : 2,225,000 frank.

Kas voor Gezinsvergoedingen van de Federatie der Zink-, Lood-, Zilver-, Koper- en Nikkelsmelterijen.

Bedrag der maandelijkse vergoedingen : Gewest Antwerpen : 15 frank, van af het tweede kind ; Kempen, 15 frank voor het eerste kind, 25 frank voor de volgende ; Gewest Luik : 15 frank voor het eerste en tweede kind, 30 frank voor het derde kind, 40 frank voor het vierde en de volgende.

Geboortepremiën : 150 frank voor het eerste kind, 200 frank voor het tweede kind, 250 frank voor het derde en de volgende.

Getal aangesloten firma's : 13.

Personeel van de aangesloten fabrieken : 14,314.

Maandelijksch benaderd bedrag van de sommen gestort als geboortevergoedingen en -premiën : 260,000 frank.

Bedrag van de sommen betaald aan de rechthebbenden vanaf het begin (1 October 1922) tot 31 Juli 1925 : 6,199,000 frank.

Compensatiekas voor Gezinsvergoedingen in het Doornijksche.

Bedrag van de Gezinsvergoedingen : Eerste kind, fr. 0.50 ; tweede kind, fr. 0.50 ; derde kind, fr. 0.75 ; vierde en volgende, 1 frank.

Getal aangesloten firma's : 36.

Getal arbeiders en arbeidsters : 9,300.

Maandelijksch benaderd bedrag van de sommen gestort als vergoedingen : 70,000 fr.

Bedrag van de sommen aan de rechthebbenden betaald vanaf het begin (1-9-1922) tot 30 Juni 1925 : 1,646,000 fr.

Door de Kas werd thans een gezondheidsdienst ingericht.

Compensatiekas voor Gezinsvergoedingen van de Kamer van Koophandel te Ronse.

Bedrag van de dagelijkse gezinsvergoedingen : derde kind, 0.50 fr. ; vierde kind, 0.50 fr. ; 1 frank voor elk van de volgende.

Geboortepremiën : 100 fr.

Getal aangesloten firma's : 22.

Personeel van de aangesloten firma's : 2,600.

Maandelijksch benaderd bedrag van de sommen gestort als geboortevergoedingen en -premiën : 6,500 fr.

Bedrag van de sommen betaald aan de rechthebbenden vanaf het begin (1-11-1922) tot 30 Juni 1925 : 184,400 fr.

Compensatiekas voor Gezinsvergoedingen in het Luiksche.

Bedrag van de maandelijkse vergoedingen : eerste kind, 10 fr. ; tweede kind, 20 fr. ; derde kind, 30 fr. ; vierde kind en elk van de volgende, 40 fr.

Geboortepremiën : eerste geboorte, 250 fr. ; volgende geboorten, 150 fr.

Getal aangesloten firma's : 161

Personeel van de aangesloten firma's : 58,000.

Maandelijksch benaderd bedrag van de sommen gestort als geboortevergoedingen en -premiën : 330,000 fr.

Bedrag van de aan de rechthebbenden betaalde sommen vanaf het begin (1-12-1922) tot 30 Juni 1925 : 9,100,000 fr.

Door de Kas werd een bloeiende gezondheidsdienst ingericht.

Compensatiekas voor Gezinsvergoedingen van Brabant.

Bedrag van de maandelijksche vergoedingen : eerste kind, 10 fr.; tweede kind, 20 fr.; derde kind, 30 fr.; vierde kind en elk van de volgende, 30 fr.

Geboortepremiën : eerste geboorte, 250 fr.; volgende geboorten, 150 fr.

Getal aangesloten firma's : 99.

Personeel van de aangesloten firma's : 28,300.

Maandelijksch benaderd bedrag van de sommen gestort als geboortevergoedingen en -premiën : 178,000 frank.

Bedrag van de sommen aan de rechthebbenden betaald vanaf het begin (1 Maart 1923) tot 30 Juni 1925 : 2,870,500 frank.

De Kas bezit een uitgebreiden gezondheidsdienst.

Compensatiekas voor Gezinsvergoedingen van de streek van Charleroi en van de Beneden-Samber.

Bedrag van de maandelijksche vergoedingen : eerste kind, 10 frank; tweede kind, 20 frank; derde kind, 30 frank; vierde kind, 40 frank; vijfde kind en elk van de volgende, 40 frank.

Geboortepremie : eerste geboorte, 250 frank; volgende geboorten, 150 frank.

Getal aangesloten firma's : 41.

Personeel van de aangesloten firma's : 8,530.

Maandelijksch benaderd bedrag van de sommen gestort als geboortevergoedingen en -premiën : 44,700 frank.

Bedrag van de sommen betaald aan de rechthebbenden vanaf het begin (1 Februari 1923) tot 30 Juni 1925 : 1,151,000 frank.

Antwerpsche Vereeniging voor de Uitkeering van Gezinsvergoedingen.

Bedrag van de maandelijksche vergoedingen : veranderlijk cijfer, thans per kind vastgesteld op fr. 19,50.

Getal aangesloten firma's : 27.

Personeel van de aangesloten firma's : 9,419.

Maandelijksch benaderd bedrag van de sommen gestort als geboortevergoedingen en -premiën : 58,000 frank.

Bedrag van de sommen aan de rechthebbenden betaald vanaf het begin (1 April 1923) tot 31 Juli 1925 : 1,450,000 frank.

De Kas heeft een gezondheidsdienst ingericht.

Compensatiekas voor Gezinsvergoedingen van de steengroeven in de streek van Zinnik en Maffles.

Bedrag van de dagelijksche vergoedingen : fr. 0.25 voor een kind ten laatste ; fr. 1.50 voor 2 kinderen ; 3 frank voor 3 kinderen ; fr. 4.50 voor 4 kinderen ; 6 frank voor 5 kinderen ; daarna fr. 1.50 meer voor elk kind boven het vijfde.

a) bij een ongeval aan den vergoedingtrekkende overkomen, blijft de vergoeding uitgekeerd voor het tijdperk gedurende hetwelk hij recht heeft op de tijdlijke vergoeding;

b) in geval van ziekte, blijft de vergoeding uitgekeerd gedurende de loopende maand en de maand daarop volgend;

c) in geval van overlijden, blijft de vergoeding uitgekeerd aan de rechthebbenden gedurende drie maand.

Getal aangesloten firma's : 12.

Personeelsterkte der aangesloten firma's : 2,500.

Maandelijksch bedrag der bijdragen voor de vergoedingen bij benadering berekend : 20,000 frank.

Totaal der aan de rechthebbenden uitgekeerde sommen vanaf het begin (1 Januari 1924) tot 30 September 1925 : 410,000 frank.

Provinciale Compensatiekas van Antwerpen voor Gezinsvergoeding.

Bedrag der maandelijksche uitkeeringen : Eerste kind, 10 frank ; tweede kind, 20 frank ; derde kind, 30 frank ; vierde en volgende kinderen, 40 frank.

Geboortepremie : Eerste geboorte, 250 frank ; voor elke volgende geboorte, 150 frank.

Getal aangesloten firma's : 5.

Personeelsterkte der aangesloten firma's : 3,740.

Maandelijksch bedrag der bijdragen voor de vergoedingen en voor de geboortepremiën bij benadering berekend : 34,700 frank.

Totaal der aan de rechthebbenden uitgekeerde sommen tot 30 September 1925 : 660,000 frank.

Compensatiekas voor Gezinsvergoedingen van het Nationaal Verbond der Textielnijverheid.

Bedrag van de maandelijksche tegemoetkomingen : Voor één kind, 30 frank ; voor 2 kinderen, 75 frank ; voor 3 kinderen, 135 frank ; voor 4 kinderen, 200 frank, en zoo voorts met 75 frank verhooging voor ieder bijkomend kind.

Geboortepremiën : 200 frank per kind.

Getal aangesloten firma's : 145.

Gezamenlijk personeel der aangesloten firma's : 15,500.

Maandelijksche benaderde massa der praestaties bij wijze van tegemoetkomingen en geboortepremiën gestort : 529,500.

Totaal der sommen uitgekeerd aan de verkrijgers sedert 1 Januari 1925 tot 1 October 1925 : 1,588,500 frank.

* *

Het personeel bij de Compensatiekassen aangesloten bereikt het totale cijfer van 166,900.

Het getal aangesloten inrichtingen en firma's bedraagt heden ten dage 785.

De tot heden toe uitgekeerde sommen aan de rechthebbenden der onderscheidene Compensatiekassen beloopt tot het benaderd totaal van 28 miljoen frank.

* *

Moet de gezinsvergoeding verplichtend worden gemaakt? Naar de meening van sommigen wel. Van deze meening ging het wetsvoorstel uit, dat door den heer Bokanowski, afgevaardigde van het Seine-Departement, in 1920 ter Fransche

Kamer werd neergelegd en ten doel had de zedelijke verplichting, door een groot aantal werkgevers spontaan op zich genomen, om te zetten in eene wettelijke verplichting.

Dit voorstel luidde, onder meer :

1^o Alwie gedurende ten minste honderd vijftig dagen per jaar en vijf uren per werkdag een of meer personen aan betaalden arbeid bezigt, is verplicht :

- a) Bijdragen voor gezinslast te storten;
- b) Deel uit te maken van een compensatiekas.

2^o Deze bijdragen bestaan uit :

- a) Toelagen in geval van zwangerschap;
- b) Vaste onderstandsgelden bij geboorte : ten minste twee derde van het maandloon voor den eerstgeborene en ten minste één derde voor elk der later geboren nakomelingen;
- c) Zoogpremiiën : ten minste 10 t. h. van het maandloon gedurende tien maanden ;

d) Maandelijkschen onderstand voor al de kinderen beneden 14 jaar, onderstand die gaat van 5 tot 7 1/2 t. h. van het maandloon;

3^o Verplicht lidmaatschap van eene compensatiekas met bijdrage van minstens 5 t. h. van het geheel bedrag der loonen en wedden door elken werkgever betaald.

Het voorstel Bokanowski verwekte hevig verzet in de nijverheidswereld. Daar werd tegen aangevoerd, dat de lasten werden verzwaaard, en vooral dat de algemeen gemaakte verplichting voor al de werkgevers een gevaarlijk beginsel huldigde, doordat een soort burgers den last dragen moest van eene hervorming in zake socialen onderstand ten behoeve van een andere soort burgers. Anderzijds, legde dit stelsel strenge en eenvoudige regels op voor gansch het land, zonder de plaatselijke belangen in acht te nemen. Door de Commissie voor sociale verzekeringen en voorzorg gewijzigd, werd dit voorstel echter niet door het Fransch Parlement in overweging genomen.

Niettemin was de Regeering der Republiek van gevoelen, dat het mogelijk was en bovendien nuttig, zonder dezelfde bezwaren terug te roepen, de uitbreiding van de gezinsvergoedingen ijverig aan te wakkeren.

De wet van 19 December 1922 werd goedgekeurd en luidde aldus :

« In de lastkohieren over openbare werken, aangegaan met den Staat, de Ministeriën, de gemeenten en de andere openbare instellingen, kan de verplichting worden voorzien, ten bezware der aannemers, gezinsvergoedingen toe te kennen aan het personeel dat aan de werken wordt gebezigt. De wijze van toepassing dezer bepaling wordt vastgesteld door een decreet onder den vorm van openbare bestuursreglementen. »

De decreten d. d. 13 Juli 1923, waardoor de modaliteiten der wet van 19 December 1922 worden bepaald, bevatten eene dubbele verplichting :

- a) Vergoedingen uit te keeren ;
- b) De betaling daarvan te doen door middel der compensatiekassen.

Naar luid van deze decreten, kan de Minister, doch enkel in uitzonderlijke gevallen, de aannemers van deze betalingen ontslaan.

De aannemer kan zelf, zonder de tusschenkomst van eene compensatiekas, persoonlijk voor de gezinsvergoeding zorgen, doch op deze dubbele voorwaarde :

1^o Dat de werkgever ten minste 2,000 werklieden of bedienden bezige;

2^o Dat hij in zijne onderneming een vergoedingsdienst hebbe ingericht, die aan dezelfde vereischten voldoet als de toegelaten compensatiekassen.

Buiten deze uitzonderingen, is de aannemer verplicht te bewijzen, dat hij bij eene compensatiekas is aangesloten :

» Waarom richt de Staat zich tot eene Compensatiekas? vraagt de heer Graveron, voorzitter van het Syndicaat der Aannemers van Openbare Werken in Frankrijk, die van deze decreten een zeer belangrijke verklaring heeft gegeven.

» Omdat de Staat wil dat de werklieden, die bij een aannemer voor den Staat arbeiden, dezelfde voordeelen zouden genieten als zij die rechtstreeks voor den Staat werken.

» De Compensatiekas, welke door het decreet terecht wordt omschreven als zijnde eene instelling opgericht onder de ondernemingshoofden om onder hen den last der vergoedingen te verdeelen, is voor den Staat het onontbeerlijke organisme om hem de zekerheid te geven, dat de uitkeering der vergoedingen het doorzenden der huisvaders niet voor gevolg zal hebben.

» Doch hij moet ook de zekerheid hebben, dat de kassen geene winstgevende organismen zullen zijn, welke door winstbejag en oneerlijkheid van hun doel zouden kunnen afgekeerd worden.

» Kortom, de Staat moet voorzorgsmaatregelen treffen, zooals hij gedaan heeft ten aanzien van de ongevallenverzekering.

» En vermits, ten slotte, de nieuwe lasten door den Staat worden gedragen, heeft deze het recht van de beheerders der kassen te eischen, dat zij de voorwaarden naleven zouden, welke noodzakelijk schijnen voor het beschermen voor de belangen der werklieden.

» Het groot getal kassen die achtereenvolgens werden opgericht, hebben alle goede vruchten afgeworpen, juist wegens de lenigheid waarmee zij zich aan al de behoeften der industrieelen konden aanpassen.

» Het ware toch iets buitengewoons, dat de Staat het recht niet hebben zou de kassen te kiezen die hem voldoening kunnen schenken en die zich willen aanpassen aan zijne behoeften.

» Uit dien hoofde, eischt het decreet dat « de kassen, die gezinsvergoedingen uitkeeren, door den Staat toegelaten zijn ».

Hoe zal deze toelating geschieden?

« Door den Minister van Arbeid. Ten einde echter buitensporige centralisatie te weren, en met inachtneming vooral van het feit dat de loonen verschillen volgens gewest en plaats, alsmede van het feit dat schier over gansch het land compensatiekassen bestaan, bepaalt het decreet dat deze aanneming geschieden zal na eene plaatselijke en gewestelijke Commissie te hebben gehoord.

« Deze Commissiën worden natuurlijk samengesteld uit vertegenwoordigers van de betrokken besturen die beter geschikt zijn om de vereischten waaraan de kas moet voldoen, vast te stellen.

» Welke zijn deze vereischten?

» In strijd met de bekommring welke al te vaak tot uiting kwam en in zekere mate de vertraging van het decreet voor gevolg had, schijnt er geen spraak van te zijn, een onveranderlijk kader op te maken.

» Het Bestuur neemt blijkbaar genoeg met de vereischte waarborgen voor de goede werking der kassen ».

Het verlangt zich te wenden tot ernstige inrichtingen « die een voldoende getal betalende en trekkende leden hebben om te kunnen bestaan; insgelijks wil het zich vergewissen van de zedelijke waarde van de beheerders der kassen en van dezer geldelijke stevigheid ».

Moet de hervorming verwezenlijkt worden op een wijze die de aansluiting bij de compensatiekassen voor alle aannemers van den Staat verplichtend maakt of door eene oplossing die voor de openbare werken van den Staat, de aannemers laat kiezen tusschen deze aansluiting en de betaling aan hunne arbeiders van een rechtstreekse gezinsvergoeding?

Ons voorstel van 31 Januari 1924 was ingegeven door het laatste stelsel. Het nam ongeveer de formule over die door de Stad Luik in hare lastkohieren werd ingeschreven, krachtens eene beslissing van 26 Februari 1923; zij laat de aannemers kiezen tusschen de aansluiting of de niet-aansluiting bij de compensatiekassen.

Op 1 November 1923, heeft de stad Antwerpen op hare beurt het beginsel van de gezinsvergoeding aangenomen, echter met verschillende modaliteiten.

Het reglement luidt :

« De lastkohieren van de aanbestedingen der openbare werken van de Stad, en van de werken door haar uitgevoerd, evenals deze welke zij door toelagen steunt, moeten de verplichting voor de aannemers behelzen aan het personeel, zoowel werklieden als bedienden die zij voor de stadswerken gebruiken, eene gezinsvergoeding te verleen van ten minste :

10 frank	per maand	voor het 1 ^e kind.
12	id.	id. 2 ^e id.
14	id.	id. 3 ^e id.
16	id.	id. 4 ^e id.

en voor elk der volgende van minder dan 14 jaar (van af het begin tot aan het eind van het uit te voeren werk). Op de loonstaten moeten zij afzonderlijk en voor elk lid van hun personeel de gezinsvergoedingen opgeven die zij hebben betaald.

» De aannemer overhandigt aan het Gemeentebestuur, van zodra het werk begint, eene lijst van het personeel, arbeiders en bedienden, daarbij werkzaam, met vermelding van de samenstelling van ieders gezin en den geboortedatum van elk kind beneden 14 jaar.

» Hij moet evenzoo aan het Gemeentebestuur inlichtingen geven over elke wijziging die zich zou kunnen voordoen, gedurende de uitvoering der werken, in de samenstelling van deze lijst, en in deze van de gezinnen der belanghebbenden.

» Betaalt de aannemer de gezinsvergoedingen niet, dan zal het College dezelve uitkeeren aan de rechthebbers voor rekening van den aannemer, en zal de aldus betaalde sommen afhouden van de sommen verschuldigd voor de uitgevoerde werken of van zijne borgstelling.

» Deze gezinsvergoedingen kunnen niet in aanmerking komen voor het vaststellen der loon-minima bepaald bij beslissing van den Gemeenteraad op 23 Januari 1923. »

* * *

Sedert de indiening van ons voorstel van 31 Januari 1924, werd de proefneming in verscheidene provincie- en gemeentebesturen voortgezet. Het vraagstuk maakte nieuwe vorderingen, zoowel in theoretisch als in practisch opzicht. De « Fédération Nationale du Bâtiment et des Travaux publics » stelde de nadeelen in het licht, die voortvloeien uit het beding waarbij, zoo de aannemer niet aangesloten is bij een compensatiekas, hij niettemin verplicht is, voor den geheelen duur van de hem toevertrouwde werken, aan de familiën van de arbeiders die hij aan dit werk gesteld heeft, gezinsvergoedingen uit te keeren. Inderdaad, de aannemer die niet aangesloten is bij eene Compensatiekas, berekent dikwijls op zelf-

zuchtige wijze, de besparing die hij verwezenlijkt als hij voor het werk dat hij aangenomen heeft, slechts arbeiders aanwijst of in dienst neemt, die geene familielasten dragen. Door het aanbod van een bij een Compensatiekas niet aangesloten aannemer met 2 t. h. te verhoogen, voor de vergelijking der prijzen van de inschrijvers, zooals wij het eerst voornemens waren te doen, herstelt men slechts *gedeeltelijk* het evenwicht tusschen de inschrijvers waarvan de eenen, in tegenstelling tot de anderen, blijk gegeven hebben van een ruimen socialen geest.

De Provinciale Raad van Brabant nam deze overwegingen in acht en, gevolg gevende aan een verslag, voorgelegd door den heer Charles Ghende, namens de Bestendige Deputatie, en aan een tweede verslag, voorgelegd door den heer Cools namens zijne afdeeling, nam hij, op 25 November 1924 den volgende tekst aan :

A. — « Om te worden aangenomen tot aannemer van werken, voor rekening van de provincie uitgevoerd of door deze gesubsidieerd, moet de inschrijver bewijzen dat hij bij eene door de provincie toegelaten Compensatiekas tot verleening van gezinsvergoedingen, aangesloten is, en zich verbinden om slechts overeenkomsten te sluiten met onderaannemers die bij dergelijke kas aangesloten zijn.

De aanneming omvat hoofdzakelijk de verplichting om een progressieve gezinsvergoeding, van ten minste tien frank per maand voor het eerste kind, te verzekeren aan elken werkmán of bediende die aan het werk gesteld is, van de eerste werkdagen af, en dit voor elk kind dat ten laste is van het familiehoofd en dat den leeftijd van veertien jaar al of niet bereikt heeft alsook, in bepaalde gevallen, voor elk kind dat meer dan veertien jaar oud is.

» B. — De aansluiting zal niet gevegd worden van de ambachtslieden of aannemers die hun beroep uitoefenen hetzij alleen, hetzij met leden hunner familie, die met hen dezelfde woning betrekken.

» C. — Deze beslissing zal uitvoerbaar zijn van 1 Augustus 1925 af. »

Deze oplossing houdt in ruime mate rekening met de opmerkingen die de heer Uytroever uiteenzette in de nota die hij aan het verslag van den heer Rubbens heeft toegevoegd.

Wij meenen dat het voorzichtig is in deze richting een definitieve oplossing te zoeken voor het vraagstuk dat ons bezighoudt.

De door ons voorgestelde tekst betreft alle werken die voor den Staat worden uitgevoerd. Hij betreft niet de *leveringen*. In zake Spoorwegen, zou de wet aldus toepasselijk zijn op het aanleggen van eene brug, van een viaduct, van eene statie, maar niet op eene bestelling van rails, locomotieven, wagens, enz.

Overigens, niets zal het Parlement verhinderen te onderzoeken of het, van nu af aan, niet zal noodig zijn de strekking van ons voorstel te verruimen, door het uit te breiden tot de toewijzingen en de leveringen van allen aard, zoowel tot die van den Staat als tot die van de provinciën, de gemeenten en de openbare instellingen.

De voorwaarden tot toelating worden op zulke wijze bepaald, dat aan de werklieden en bedienden alle waarborgen worden verleend tegen de oprichting van Compensatiekassen die hun de door ons bedoelde voordeelen niet zouden verzekeren.

Aan het slot van artikel 7 wordt bepaald, dat voor den arbeider of den bediende zal rekening worden gehouden met zijne erkende natuurlijke kinderen. Moest deze formule niet volledig schijnen, dan zal trouwens niets beletten de overige belangwekkende gevallen in den tekst te bepalen.

Wat de beginselbezwaren betreft, die de voorgestelde hervorming nog zou kunnen doen oprijzen, zijn wij overtuigd dat de bedrijfsleiders zelf verstandig genoeg zijn om deze opwerpingen tot hunne ware beteekenis te herleiden, welke weinig te beteekenen heeft vergeleken bij de sociale voordeelen eener dergelijke hervorming. Het beste bewijs daarvan is, dat nu reeds de meesten onder hen bij compensatiekassen zijn aangesloten.

Men beweert ook dat de lasten, voor den toegelaten aannemer uit de gezinsvergoeding voortspruitende, hun weerslag zullen hebben op den kostenden prijs.

Dat is mogelijk, doch geenszins zeker. Trouwens, in de veronderstelling dat moesten deze lasten eenigszins den prijs der openbare werken verhoogen, dan zal de gemeenschap dit te haren laste nemen en daardoor aan zich zelf een dienst bewijzen. En het inschrijven van dit nieuw beginsel in de contracten en overeenkomsten zal stilaan op de openbare meening denzelfden goeden indruk maken als het inschrijven in de lastkohieren van het minimum-salaris, de Zondagsrust en de ongevallenverzekering.

De familievergoedingen steunen op eene zoo rechtvaardige en vruchtbare gedachte, dat de Belgische Staat, bij de werken en ondernemingen die moeten worden uitgevoerd, voorzeker eene ernstige poging zal doen om de toepassing er van algemeen te maken.

H. CARTON DE WIART.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROPOSITION DE LOI

tendant à l'insertion dans les cahiers des charges des entreprises de l'Etat, d'une clause relative à l'octroi des allocations familiales.

ARTICLE PREMIER.

Les cahiers des charges relatifs aux travaux exécutés pour l'Etat contiendront une clause obligeant l'adjudicataire à faire partie d'une caisse de compensation pour allocations familiales agréée conformément aux dispositions de la présente loi.

ART. 2.

L'agrément sera accordée et, le cas échéant, retirée par le Roi, qui prendra, au préalable, l'avis de la Commission dont l'institution est prévue à l'article 14 ci-après.

Cette Commission fera parvenir son avis dans les deux mois de la demande qui lui en sera faite, faute de quoi il sera passé outre.

Les arrêtés d'agrément seront insérés au *Moniteur*.

ART. 3.

Pour pouvoir être agréées, les caisses de compensation pour allocations familiales devront assurer le versement aux ouvriers et employés d'une allocation mensuelle de 10 francs au moins par enfant âgé de moins de 14 ans.

La demande d'agrément sera adressée au Ministre de l'Industrie, du Tra-

WETSVOORSTEL

tot opnemng in de lastkohieren van 's Rijks werken, van eene bepaling betreffende het toekennen van de gezinsvergoeding.

EERSTE ARTIKEL.

De lastkohieren van de werken voor rekening van den Staat uitgevoerd, behelzen een beding waarbij aan den aannemer de verplichting wordt opgelegd van deel uit te maken van een compensatiekas voor gezinsvergoedingen, toegelaten overeenkomstig deze wet.

ART. 2.

De toelating wordt verleend en, desvoorkomend, teruggetrokken, bij Koninklijk besluit na voorafgaandelijk advies van de bij artikel 14 voorziene Commissie.

Deze Commissie doet haar advies geworden binnen twee maanden nadat zij daartoe werd aangezocht; bij gebreke daarvan, wordt zonder dit advies beslist.

De besluiten tot toelating worden in den *Moniteur* bekendgemaakt.

ART. 3.

Om toegelaten te worden, moeten de Compensatiekassen voor gezinsvergoedingen aan de werklieden en bedienden de storting verzekeren van eene maandelijksche vergoeding van ten minste 10 frank per kind van min dan 14 jaar.

De aanvraag om toelating moet gericht worden tot den Minister van

vail et de la Prévoyance sociale; elle devra être accompagnée des statuts et des règlements de la caisse ainsi que de la liste des chefs d'entreprise affiliés, le tout en double exemplaire.

ART. 4.

Les statuts mentionneront :

1) La dénomination et le siège de l'association ;

2) L'objet en vue duquel l'association est établie ;

Indépendamment des allocations familiales, les statuts pourront prévoir l'octroi de certaines primes, notamment de primes de naissance, ou d'allaitement ou l'octroi d'autres avantages faits aux familles ;

3) La région ou la catégorie professionnelle à laquelle les chefs d'entreprise affiliés devront appartenir ;

4) Les conditions et le mode d'admission, de démission et d'exclusion des affiliés ;

5) L'organisation de l'administration de la caisse, le mode de nomination, les pouvoirs et la durée du mandat des personnes chargées de cette administration ;

6) Le mode de fixation et de recouvrement des cotisations ;

7) Le mode de fixation des allocations et primes ;

8) Le mode d'établissement et d'approbation des comptes ;

9) La procédure à suivre en cas de modification des statuts ou de dissolution de l'association.

Les modifications apportées aux statuts n'auront d'effet que pour autant qu'elles aient été approuvées par le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, sur avis de la Commission qui sera instituée en vertu de l'article 14.

ART. 5.

Les caisses de compensation agréées

Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg; zij moet vergezeld gaan van de statuten en reglementen der Kas alsmede van de lijst der aangesloten bedrijfshoofden; dit alles in dubbel exemplaar.

ART. 4.

De statuten omvatten :

1) De benaming en den zetel van de vereeniging ;

2) Het doel waarvoor de vereeniging is opgericht ;

Onverminderd de gezinsvergoeding, mogen de statuten de toekenning voorzien van sommige premiën, inzonderheid geboorte- of zoogpremiën, of de toekenning van andere voordeelen aan de gezinnen ;

3) De streek of de beroepsklasse waartoe de aangesloten bedrijfshoofden moeten behooren ;

4) De voorwaarden en de wijze van toelating, van ontslag en uitsluiting der aangeslotenen ;

5) De inrichting van het beheer der kas, de wijze van benoeming, de bevoegdheden en den mandaatduur van degenen die met dit beheer zijn belast ;

6) De wijze van bepaling en van invordering der bijdragen ;

7) De wijze van bepaling der vergoedingen en premiën ;

8) De wijze van opmaking en goedkeuring der rekeningen ;

9) De wijze van handelen ingeval van wijziging der statuten of van ontbinding der vereeniging.

De wijzigingen aan de statuten toegebracht gelden alleen in zoo verre zij, op advies van de bij artikel 14 voorziene Commissie, door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg werden goedgekeurd.

ART. 5.

De krachtens deze wet toegelaten

en vertu de la présente loi jouiront de la capacité juridique ainsi que des avantages attribués par l'article 19 de la loi du 24 décembre 1903 aux caisses communes d'assurance contre les accidents du travail agréées par le Gouvernement.

ART. 6.

L'agrération pourra être retirée si la caisse de compensation ne se conforme pas aux dispositions de la présente loi.

Il en sera de même en cas d'irrégularité grave, de manquement grave aux statuts ou lorsque la distribution des allocations prévues cesserait de s'opérer normalement.

ART. 7.

Sauf stipulation contraire dans les statuts, les allocations seront acquises proportionnellement au nombre des journées de travail effectivement fournies par l'ouvrier ou l'employé dans le mois.

Sera néanmoins pris en considération le temps pendant lequel l'ouvrier ou l'employé aura interrompu son travail pour cause de maladie ou d'accident ou pour tout autre motif légitime.

A l'ouvrier ou à l'employé, sans distinction de sexe, il sera tenu compte de ses enfants propres, de ceux de son conjoint, des enfants communs des époux, des enfants que les époux auraient pris effectivement à leur charge en cas d'abandon ou en raison du décès ou de l'invalidité du père et de la mère.

Les enfants propres du conjoint divorcé ou séparé de corps ne seront plus pris en considération.

Il sera tenu compte à l'ouvrier ou à l'employé de ses enfants naturels reconnus.

compensatiekassen hebben rechtsbevoegdheid en genieten de voordeelen toegekend bij artikel 19 der wet van 24 December 1903, aan de door de Regeering toegelaten gemeene verzekeringskassen tegen de arbeidsongevallen.

ART. 6.

De toelating mag worden teruggetrokken indien de Compensatiekas de bepalingen van deze wet niet nakomt.

Dit geldt eveneens in geval van ernstige onregelmatigheid, van ernstige tekortkoming aan de statuten of wanneer de verdeling van de voorziene vergoedingen niet meer normaal zou geschieden.

ART. 7.

Tenzij het in de statuten anders bedongen werd, zullen de vergoedingen worden verkregen in evenredigheid met het getal werkelijke arbeidsdagen van den werkman of den bediende, binnen de maand.

De tijd gedurende welken de werkman of de bediende zijn arbeid mocht hebben onderbroken uit oorzaak van ziekte of ongeval, of van gelijk welke andere wettige reden, wordt echter in aanmerking genomen.

Voor den werkman of den bediende, zonder onderscheid van kunne, wordt rekening gehouden met het getal zijner eigen kinderen, met die van zijn echtgenoot, met de gemeene kinderen van de echtelingen, met de kinderen welke de echtelingen werkelijk te hunnen laste hebben genomen in geval van verlating of wegens overlijden of invaliditeit van den vader en van de moeder.

De eigen kinderen van den uit den echt of van tafel en bed gescheiden echtgenoot komen niet meer in aanmerking.

Voor den werkman of den bediende wordt rekening gehouden met zijne erkende natuurlijke kinderen.

ART. 8.

Sous quelque régime qu'elle soit mariée, la femme peut, sans le concours et à l'exclusion de son mari, toucher les allocations familiales et primes auxquelles donne lieu son travail et en disposer pour les besoins des enfants.

Les statuts des caisses de compensation peuvent reconnaître à la femme mariée le même droit par rapport aux allocations et primes afférentes au travail de son mari.

Dans l'un et l'autre cas, cependant, le mari peut, si l'intérêt des enfants l'exige, faire opposition de la manière énoncée par les articles 31 et 32 de la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail.

A défaut de la clause prévue au deuxième alinéa du présent article, la femme mariée possède, par rapport aux allocations et primes afférentes au travail du mari, le même droit d'opposition.

ART. 9.

Lorsque l'allocation ou la prime afférente au travail de la femme mariée et celle à laquelle donne lieu le travail du mari, dépassent, ensemble, le taux normal de l'allocation ou de la prime, une réduction proportionnelle du montant de chacune d'elles pourra en ramener le total à ce taux.

ART. 10.

Les droits que l'article 8 ci-dessus reconnaît à la femme mariée par rapport aux allocations et primes afférentes au travail du mari peuvent être attribués par les statuts des caisses de compensation à toute femme quelconque qui, en fait, élève les enfants dont il est tenu compte à l'ouvrier ou à l'employé.

ART. 8.

Onder welk stelsel de vrouw ook gehuwd zij, kan zij, zonder de hulp en met uitsluiting van haar man, de gezinsvergoedingen en premien uit hoofde van haar arbeid optrekken en daarover beschikken voor de behoeften van de kinderen.

De statuten van de compensatiekassen kunnen aan de gehuwde vrouw hetzelfde recht erkennen in verband met de vergoedingen en premien betrekkelijk den arbeid van haar man.

In een en ander geval, nochtans, kan de man, indien dit in het belang van de kinderen wordt vereischt, verzet doen op de wijze als is voorzien bij de artikelen 31 en 32 der wet van 10 Maart 1900 op de arbeidsovereenkomst.

Bij ontstentenis van het bij de tweede alinea van dit artikel voorziene beding, bezit de gehuwde vrouw, in verband met de vergoedingen en premien betrekkelijk den arbeid van haar man, hetzelfde recht van verzet.

ART. 9.

Wanneer de vergoeding of de premie betrekkelijk den arbeid van de gehuwde vrouw en die betrekkelijk den arbeid van den man samen het normaal bedrag van vergoeding of premie overschrijden, kan het totaal van elk dezer tot dit bedrag worden verminderd.

ART. 10.

De rechten door bovenstaand artikel 8 aan de gehuwde vrouw erkend, in verband met de vergoedingen en premien betrekkelijk den arbeid van den man, kunnen door de statuten der compensatiekassen worden toegekend aan eender welke vrouw die, werkelijk, de kinderen opvoedt welke den werkman of den bediende worden aangerekend.

ART. 11.

Les allocations et primes ne constituent à aucun titre un supplément de salaire ou d'appointements.

Les actions en justice auxquelles elles pourraient donner ouverture, seront régies par l'article 3 de la loi du 25 mars 1876 sur la compétence.

ART. 12.

Les allocations et primes sont inces- sibles et insaisissables.

ART. 13.

Les prohibitions énoncées aux arti- cles 4 et 6 de la loi du 16 août 1887, relatives au paiement des salaires aux ouvriers, devront, sous réserve de la restriction contenue en l'article 12, être observées également en matière de distribution d'allocations familiales et de primes à l'intervention de caisses de compensation agréées.

Il ne pourra être fait de retenue sur ces allocations ou primes que pour les motifs énumérés à l'article 7, 2°, 3°, et 4° de la même loi.

Les inspecteurs du travail et les dé- légués à l'inspection du travail sont chargés de surveiller l'observation des dispositions ci-dessus dans les condi- tions déterminées par la loi du 11 avril 1896.

Les infractions seront punies comme il est dit aux articles 10 et 11 de la loi du 16 août 1887.

ART. 14.

Une Commission sera instituée par le Roi auprès du Ministère de l'Indus- trie, du Travail et de la Prévoyance sociale sous le nom de Commission des allocations familiales.

Elle sera composée de neuf mem- bres, parmi lesquels il y aura deux

ART. 11.

De vergoedingen en premiiën maken op geenerlei wijze een toeslag uit van salaris of jaarwedden.

De rechtstvorderingen, waartoe zij zouden kunnen aanleiding geven, zijn onderworpen aan het bepaalde bij artikel 3 der wet van 25 Maart 1876 op de bevoegdheid.

ART. 12.

De vergoedingen en premiiën zijn onafstaanbaar en vrij van gerechtelijk beslag.

ART. 13.

De verbodsbepalingen voorzien bij de artikelen 4 en 6 van de wet van 16 Augustus 1887, betreffende de betaling der dagloonen aan de werk- lieden, gelden eveneens, onder voor- behoud van de beperkende bepaling onder artikel 12, in zake van gezins- vergoedingen en van premiiën door bemiddeling van toegelaten compen- satiekassen uit te keeren.

Van deze vergoedingen of premiiën mogen geene afhoudingen worden gedaan dan om de redenen opgegeven onder artikel 7, 2°, 3° en 4° van dezelfde wet.

De arbeidsopziëners en de afge- vaardigden bij het arbeidsopzicht zijn gelast de naleving van bovenstaande bepalingen na te gaan, op de wijze bepaald bij de wet van 11 April 1896.

De overtredingen worden gestraft naar luid van de artikelen 10 en 11 van de wet van 16 Augustus 1887.

ART. 14.

Bij Koninklijk besluit wordt bij het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg eene Commissie ingesteld onder benaming van Com- missie voor de gezinsvergoedingen.

Zij zal bestaan uit negen leden, onder dewelke er twee vertegenwoor-

représentants des chefs d'entreprise et deux représentants des ouvriers.

ART. 15.

Les caisses de compensation agréées seront contrôlées par un ou plusieurs fonctionnaires désignés par le Gouvernement.

Ces fonctionnaires pourront, en tout temps, prendre connaissance, sans déplacement, des écritures relatives à la distribution des allocations et primes ainsi qu'à la comptabilité.

Les personnes chargées de la direction des caisses sont tenues de fournir aux contrôleurs les renseignements qu'ils demanderont pour s'assurer de l'observation de la loi.

ART. 16.

Les prescriptions de l'article premier entreront en vigueur six mois après la date de la publication de la loi au *Moniteur*.

digers van de bedrijfshoofden en twee vertegenwoordigers van de werklieden zullen zijn.

ART. 15.

De toegelaten compensatiekassen worden door een of meer door de Regeering aan te duiden ambtenaren gecontroleerd.

Deze ambtenaren kunnen, te allen tijde en zonder verplaatsing, inzage nemen van de geschriften betreffende de uitkeering der vergoedingen en premiën, alsmede van de boekhouding.

De met het bestuur der kas belaste personen zijn er toe gehouden aan de toezieners de inlichtingen te verschaffen welke dezen mochten vragen om zich van de naleving der wet te vergewissen.

ART. 16.

De voorschriften onder het eerste artikel worden van kracht zes maanden na den dag van de bekendmaking der wet in den *Moniteur*.

H. CARTON DE WIART.

ALB. DEVÈZE.

H. HEYMAN.

L. TROCLET.

F. FISCHER.

E. DE WINDE.